

LISÉE, Jean-François. Dans l'oeil de l'aigle. *Washington face au Québec*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 1990, 580p.

Daniel Leduc

Volume 22, numéro 1, 1991

XX^{ème} anniversaire d'*Études internationales*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702824ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702824ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Leduc, D. (1991). Compte rendu de [LISÉE, Jean-François. Dans l'oeil de l'aigle. *Washington face au Québec*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 1990, 580p.] *Études internationales*, 22(1), 219–221. <https://doi.org/10.7202/702824ar>

constitutionnel des États-Unis. D'ailleurs, la capacité des services des administrations de résister à ce genre de proposition est déjà bien connue. Les réformes prospectives sont ainsi un peu irréalistes, ou au moins leur réussite est difficile à envisager.

Les réformes sont peut réalistes d'une autre façon. Elle visent entre autres choses un renforcement du rôle du Congrès et des groupes de pression. D'abord, un des problèmes centraux du système américain est précisément l'incapacité de l'exécutif de prendre des initiatives sans la mainmise du Congrès. Or, souvent le Congrès ne sait pas ce qu'il veut; le législatif n'a qu'une idée tronquée de l'intérêt national. Destler et Henning envisagent une sorte de règlement qui obligera les deux branches du gouvernement à se mettre d'accord, mais on peut douter de l'efficacité de telles tentatives (rappelons-nous l'Irangate). Mieux vaut concentrer l'autorité et la responsabilité politiques au lieu de réchauffer le pot-au-feu. Ici, un examen d'autres pays industrialisés aurait pu éclairer ce point.

En outre, renforcer le rôle des intérêts privés risque encore de limiter la capacité des institutions américaines à développer une politique cohérente. Accroître la vulnérabilité du gouvernement américain aux groupes de pression représentant des entreprises privées puissantes ne peut que servir à exacerber la faiblesse de la direction gouvernementale. Si l'idée clef est de développer la cohérence de la politique économique et d'augmenter la capacité gouvernementale à l'action, les réformes proposées vont à l'opposé.

Enfin, c'est bien un livre d'économistes. Peut-être est-ce là la source de l'idéalisme réformiste. Les sciences économiques suivent une logique qui va souvent à l'encontre des règles du politique. Le problème ne réside pas dans la nature de la politique, mais dans la cosmologie quelque peu utopique des

économistes. Le diagnostic des auteurs est certainement le bon, mais l'ordonnance risque d'aggraver la maladie.

Geoffrey R. D. UNDERHILL

*Département de science politique
McMaster University, Canada*

LISÉE, Jean-François. *Dans l'œil de l'aigle. Washington face au Québec*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 1990, 580p.

En réalisant cet impressionnant ouvrage sur les relations entre le Québec et les États-Unis, Jean-François Lisée lève le voile sur un univers resté longtemps inconnu jusqu'ici : les perceptions et réactions des États-Unis face à l'évolution du nationalisme de la province de Québec depuis plus de 40 ans. Pour ce faire, l'auteur construit son analyse sur une approche à la fois historique et institutionnelle, permettant, d'une part, de revoir les principaux événements qui ont marqué le développement du nationalisme dans la société québécoise; et d'autre part, de mettre en relief l'attitude des autorités américaines au sein des différents paliers gouvernementaux à Washington. À la compréhension du jeu des acteurs principaux, que sont le Québec et les États-Unis, l'auteur analyse également le comportement des acteurs de soutien, tels que les gouvernements du Canada et de la France.

L'auteur attaque le sujet, en présentant tout d'abord le fossé culturel qui existe entre Québécois et Américains. Ce fossé, creusé par un passé différent, a suscité à maintes reprises des préjugés des plus divers et des plus erronés de part et d'autre de la frontière. Par exemple, René Lévesque était convaincu de pouvoir rallier les Américains à sa cause, en comparant la démarche politique du Québec vers la souveraineté, à celle des États-Unis deux cents ans plus tôt. Pour leur part,

les Américains, marqués par l'horreur de la guerre de Sécession, voyaient en René Lévesque non pas George Washington mais bien Jefferson Davis, Président de la Confédération des États sudistes. Ils souhaitaient donc que le Canada reste uni.

Il y avait donc une ignorance culturelle réciproque, empêchant Québécois et Américains de se rejoindre, à l'égard notamment de l'avenir d'un Québec qui se situerait à l'extérieur de l'orbite canadien. La thèse centrale de l'auteur repose sur le fait que les États-Unis préfèrent un Canada uni. Par contre, si le Québec devait se séparer, Washington s'en accommoderait alors, dans la mesure où les intérêts et la sécurité de l'État américain ne sont pas menacés par une quelconque déstabilisation politique au Canada. Washington est donc fédéraliste par raison. Or, avant d'en arriver là, les États-Unis commencèrent par découvrir le Québec dans les années 50. La première partie de l'ouvrage s'étend donc sur presque 25 ans, et met tout d'abord l'accent sur l'intérêt qu'aurait porté John Kennedy pour le Québec et son éventuelle autonomie. En effet, par intérêt purement intellectuel, ou par conviction politique liée à l'autodétermination des peuples, ou on n'en sait trop rien, l'auteur souligne que le président Kennedy croyait que le Québec deviendrait indépendant un jour. La chose est possible, mais les preuves apportées sont plutôt minces.

Avec l'intérêt de Kennedy pour le Québec, nous plongeons ainsi dans le tumulte des années 60 au Québec et dans l'éveil de la société et du nationalisme québécois. Washington prend conscience à cette époque que le Québec existe et commence à s'y intéresser. Le Département d'État se charge de la chose. Parallèlement au mouvement de décolonisation qui s'effectue en Afrique et en Asie, le thème du nationalisme québécois devient à la mode dans certains milieux intellectuels aux États-Unis. On se demande alors qu'est-ce qui peut pousser ces «French-Canadians» à vouloir se séparer du Canada.

Par ailleurs, le cas du Québec fut davantage mis sur la sellette aux États-Unis, avec l'intervention de de Gaulle dans les affaires québécoises. Le chef d'État français, apparaissant à l'époque comme «le mouton noir» des alliés américains, va apporter son soutien au développement des relations extérieures du Québec et promouvoir l'indépendance de la province canadienne. Selon l'auteur, Washington décortique le «Vive le Québec libre» de 1967, comme étant une attitude purement anti-américaine, qui allait dans le même esprit que la politique gaullienne dans les affaires internationales. Viser Ottawa pour mieux atteindre Washington.

Après les événements de 1967 et la montée de la violence au Québec en 1968-69, avec les activités terroristes du Front de Libération du Québec, Washington surveille de près les événements dans cette province. Les services de renseignements américains travaillent en collaboration avec la GRC pour être au courant de la situation politique et sociale au Québec. À cet égard, l'auteur consacre un chapitre entier aux activités des divers réseaux de renseignements américains et canadiens qui scrutent de près toute activité subversive ou terroriste au Québec. Le dossier du Québec finit même par aboutir sur le bureau de Henry Kissinger, où le Conseil de sécurité nationale se penche sur la question de la violence et de l'instabilité politique et sociale au Québec.

La crise d'octobre est, selon l'auteur, un événement qui contribue à désintoxiquer Washington de la politique du gouvernement canadien à l'endroit du Québec. Il faut souligner ici que Ottawa possède en 1970 des accès privilégiés à Washington, auprès du personnel-clé du gouvernement américain et est en mesure de présenter sa version des faits, face à ce qui se passe au Québec depuis plusieurs années. Le gouvernement du Québec n'a pas un tel privilège à cette époque. Or, face aux enlèvements politiques qui se produisent en octobre 1970 et à l'imposition des

mesures de guerre, pour contrer une insurrection soi-disant appréhendée, Washington découvre, par ses services de renseignements, qu'une telle politique n'était pas vraiment nécessaire et que le Premier Ministre Trudeau y était allé un peu fort.

Les deuxième et troisième parties de l'ouvrage de Jean-François Lisée sont consacrées aux années de pouvoir du parti Québécois entre 1976 et 1985. Il est évident que l'élection d'un gouvernement souverainiste à Québec provoque l'effet d'une bombe à Ottawa et à Washington. Le gouvernement américain se questionne en effet sur l'impact de l'indépendance du Québec, vis-à-vis de l'unité des États-Unis. De plus, on s'inquiète de l'avenir économique du Canada sans le Québec. Ce Lévesque, nouvellement élu, est-il un Castro du Nord ? Qu'en est-il de la sécurité nationale des États-Unis et des investissements américains au Québec ? L'auteur nous met donc dans la peau des dirigeants américains et québécois qui prennent conscience du fossé existant entre les deux cultures. Il faut donc, notamment à Québec, un certain effort pour combler ce fossé. Lévesque échoua à New York en janvier 1977. Cependant, Claude Morin lança l'opération Amérique, afin d'informer les Américains sur la démarche politique entreprise par le Québec ; mais aussi dans le but de les neutraliser lors du débat référendaire. À défaut d'avoir leur appui, il fallait obtenir leur neutralité. L'objectif de Morin était de contrecarrer également la politique fédérale d'Ottawa.

À cet égard, Pierre Elliott Trudeau, après avoir semé la crainte dans l'esprit des Américains, avec sa politique de la Troisième Option, revient dans le rang à partir de 1976 et exécute un rapprochement avec Washington, dans le but d'obtenir du gouvernement américain son support pour un Canada uni. Entre 1976 et 1980, le Canada sera un bon allié des États-Unis. L'attitude canadienne est toutefois circonstancielle. Après avoir obtenu un «NON» significatif de la part des Québécois, au projet Lévesque, le 20 mai

1980, Trudeau va à nouveau se distancer des États-Unis avec certaines politiques nationalistes qui déplaisent à la droite américaine. C'est dans ce contexte que Lisée explique le rapprochement et le «mariage de convenance» entre le gouvernement Lévesque et la droite Reaganienne, alors que celle-ci avait comme objectif de déplaire au «Socialiste», qu'était Trudeau. Ce mariage ne tiendra plus cependant avec l'arrivée au pouvoir de Brian Mulroney au Canada en 1984.

Le livre de Jean-François Lisée est donc passionnant à bien des égards, car il fait plonger le lecteur dans l'univers complexe de la société et de la politique américaines. Cet ouvrage a donc le mérite de nous faire voir que les États-Unis ne sont certes pas un bloc monolithique, quant aux opinions développées et exprimées dans les différents milieux politiques et sociaux. Cet ouvrage s'avère également une mine de renseignements en pénétrant dans les coulisses du pouvoir des gouvernements, mêlés de près ou de loin au nationalisme québécois. À la lecture du texte, il faut donner le crédit à l'auteur d'avoir réalisé un minutieux travail de recherche, permettant de produire un livre très détaillé. C'est là sa qualité la plus frappante. Il est aussi surprenant de constater la somme importante de documents qui ont pu, à une époque ou l'autre, être classés «Secret ou Top Secret», être consultés par l'auteur. Enfin, Jean-François Lisée a su produire un texte plaisant à lire, parfois teinté d'humour, dans un style journalistique qui retient l'attention du lecteur du début jusqu'à la fin.

C'est pourquoi, *Dans l'œil de l'aigle* doit être considéré comme un ouvrage important de la littérature sur le nationalisme québécois et ce, pour mieux comprendre une époque importante de notre histoire, ainsi que les relations politiques au sein du triangle Québec-Ottawa-Washington.

Daniel LEDUC

Département de science politique
Université Laurentienne